Une reprise attendue

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3934>

DOI : 10.4000/rea.3934

ISBN : 978-2-8218-0826-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2004

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Une reprise attendue », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 65 | mars 2004, mis en ligne le 29 octobre 2009, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3934>

Une reprise attendue

Finalement, le PIB allemand aura seulement stagné en 2003. Le recul de -0,1 % enregistré est sans comparaison avec l'année noire que fut 1993 ; la croissance avait alors chuté de -1,1 %. Le soulagement est grand car, pour une fois, à l'inverse des années précédentes, la réalité n'a pas démenti les prévisions des conjoncturistes. Ceux-ci, se fondant sur la reprise américaine et le dynamisme des marchés asiatiques et est-européens, attendaient un regain d'activité en Allemagne dès l'été. Et de fait, ce sont les deux derniers trimestres (+0,2 % chacun ; Destatis), qui auront sauvé la croissance allemande en 2003, laissant augurer de surcroît une année 2004 honorable. Le PIB devrait en effet croître d'au moins +1,7 % en moyenne selon toutes les prévisions, dont celles du gouvernement fédéral.

Une fois de plus, la conjoncture allemande a été portée par les seules exportations (+1,1 %). En comparaison de l'année précédente (+3,4 %) et surtout du record enregistré en 2000 (+13,7 %), le moteur conjoncturel allemand donne des signes de faiblesse. C'est là une tendance qui s'était annoncée dès la mi-2000 et qui s'est amplifiée depuis dans le contexte de l'accumulation des crises et incertitudes mondiales. Après la crise irakienne, l'appréciation de l'euro face au dollar avait contribué à ralentir l'export en 2003. Il avait faibli surtout au cours du premier semestre : le tassement des activités en Europe avait provoqué une chute de la demande en biens d'investissements allemands, le taux de change défavorable avait fait baisser les ventes aux Etats-Unis. A l'inverse, la demande dynamique du sud-est asiatique, particulièrement de la Chine, mais aussi celle des PECO, Russie et Pologne en tête, avait largement compensé ce recul.

Dès la fin 2003, dans un contexte mondial plus serein, et tirées par l'évolution favorable des marchés en forte croissance, les exportations allemandes ont redémarré, une tendance qui se poursuivra en 2004. Les conjoncturistes, qui tablent parallèlement sur un regain d'activité en Europe, prévoient une hausse des exportations de l'ordre de 6 % (IWH). Les importations, qui avaient crû de 2,0 % l'an passé, devraient à nouveau progresser moins vite que l'export (+4,7 % selon l'IWH). Au total, l'excédent commercial allemand s'est élevé à 97 milliards € en 2003. C'est moins qu'en 2001 (101 milliards €), nettement mieux qu'en 2002 (67 milliards €), mais tout juste suffisant pour que l'Allemagne échappe à la récession. Car dans le même temps, la demande intérieure restait toujours aussi faible (+0,1 %).

La consommation des ménages a stagné (-0,2 %). Il est vrai que les revenus disponibles n'avaient pratiquement pas progressé (+0,3 %) dans un contexte de forte modération salariale (les salaires nets ont diminué au total de -1,2 %), d'une hausse de +1,0 % de l'indice du coût de la vie et de tensions persistantes sur le marché de l'emploi (4,38 millions de chômeurs). En outre, les neuf mois de débats sur les réformes annoncées dans le cadre de l'*Agenda 2010* ont incité les ménages à dépenser avec parcimonie et à conserver leur épargne de précaution ; le taux d'épargne est passé de 10,6 % en 2002 à 10,9 % en 2003. C'est seulement à la fin de l'année que leur consommation a augmenté : les grandes lignes de la réforme de l'assurance maladie étant alors définies, les ménages ont accru leurs dépenses de santé pour anticiper une série de hausses (forfait trimestriel pour les visites médicales) ou la baisse de divers remboursements (lunettes, notamment). Le commerce de détail en tout cas n'a pas vu sa situation s'améliorer. Quant à la chute des immatriculations, elle reflète la propension des ménages à différer leurs achats de biens durables.

Cette situation ne devrait guère s'améliorer en 2004, malgré l'allègement des impôts (voir dans ce numéro), le coup de pouce aux ménages (12 milliards €) étant largement absorbé par la hausse des coûts de santé et la réduction des transferts sociaux (adoptée dans le cadre des « réformes Hartz »). En outre, la politique salariale demeure modérée, comme le laisse présager l'accord qui vient d'être conclu dans la métallurgie (+2,2 % de mars 2004 à février 2006). L'institut IWH estime que les salaires nets croîtront de 0,9 % et le revenu disponible, de 1 %. Quant à l'inflation, elle devrait rester très faible (+0,7 %) du fait de la dépréciation du

**Recul des exportations
aux USA et dans l'UE...**

... mais reprise en 2004

**La consommation des ménages
a stagné en 2003**

**2004 : consommation timide
et fort chômage**

dollar qui réduit les coûts des biens et services importés. Au total, la consommation devrait augmenter de 0,7 % en moyenne sur l'année, le risque chômage continuant d'inciter les ménages à la prudence. La baisse du chômage n'est en effet pas attendue avant 2005.

Les investissements reprennent

Consommation et emploi ne réagissent qu'avec retard aux signes de reprise des activités. Or ceux-ci se confirment aujourd'hui. Depuis mai dernier, le climat des affaires ne cesse de s'améliorer, plus porté certes par les perspectives à l'export sur fond de croissance mondiale que par le cadre réservé aux activités sur le sol national. Il est vrai que les longues discussions sur la réforme fiscale n'en favorisaient pas la lisibilité. Et l'industrie a accumulé d'importantes surcapacités durant les trois ans de stagnation. Faute d'un volume suffisant de commandes et en position d'attentisme, les entreprises avaient différé leurs investissements en biens d'équipement (-9,1 % en 2002). La chute s'était poursuivie l'an dernier, mais à un degré moindre (-4,0 %). Depuis le frémissement des commandes à l'industrie dès octobre dernier – à la fois en provenance de l'étranger et du marché domestique –, cette tendance devrait être désormais enrayée. Cette embellie, très nette chez les producteurs de biens intermédiaires, a tiré la production industrielle qui aura enregistré une croissance de +1,7 % en moyenne en 2003 (hors énergie et BTP). Les investissements reprendront enfin cette année, de +3 % selon le gouvernement fédéral qui s'appuie en cela sur les estimations des Instituts.

La fin de la « vallée des larmes »

L'Allemagne « est sortie de la vallée des larmes », même si la conjoncture reste « à la remorque » de l'économie américaine, affirmait le ministre fédéral de l'Economie en présentant le rapport économique annuel du gouvernement. Cette dépendance comporte des risques, liés notamment à la tenue de l'euro, mais aussi des chances, une vive demande mondiale pouvant doper les exportations allemandes plus que prévu, rappelle le rapport. Sa tonalité est optimiste. Ajoutées à l'embellie mondiale, les réformes engagées depuis la présentation de l'*Agenda 2010* en mars dernier ont « contribué à renforcer la confiance des consommateurs et des investisseurs » dans l'évolution de la conjoncture allemande.

Quel avenir pour les réformes ?

Le climat des affaires confirme cette lecture, de même que l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux. Mais sans oublier de rappeler avec constance au gouvernement la nécessité impérieuse de ne pas s'arrêter à mi-chemin, afin de consolider durablement la dynamique de croissance. La fédération de l'industrie BDI a ainsi intitulé son dernier rapport conjoncturel : « Soutenir la reprise par des réformes ». Le gouvernement de coalition s'y est certes engagé dans son rapport, mais tiendra-t-il son cap à l'approche de 14 échéances électorales et alors que l'opinion, surtout la base sociale-démocrate, commence à grogner ? Le chancelier, conscient du risque, a cherché à rassurer : en démissionnant de la présidence du parti SPD, il tente d'accroître la marge de manœuvre du gouvernement fédéral pour poursuivre sur la voie des réformes. Et il a annoncé pour le mois de mars un discours de politique générale sur l'état des travaux engagés dans le cadre de l'*Agenda 2010* et la suite à leur donner. Si aucun détail n'a filtré à ce jour, les grandes orientations n'ont pas varié. Ce sont celles de la Stratégie de Lisbonne : rendre l'Allemagne plus compétitive en dynamisant la recherche et l'innovation (objectif : 3 % du PIB pour la R&D), en continuant à baisser les prélèvements fiscaux et sociaux et en ramenant à 40 % du PIB la part des dépenses publiques. Reste à savoir quand et comment le gouvernement fédéral compte atteindre ces objectifs.

RESTE AUSSI À CONSOLIDER LES FINANCES PUBLIQUES. La loi de finances 2004 adoptée le 13 février à l'issue d'une longue procédure de conciliation prévoit, pour un budget fédéral de 257,3 milliards €, un endettement (29,3 milliards €) supérieur de 4,7 milliards € au montant des investissements. C'est mieux qu'en 2003, où l'endettement les dépassait de 16,7 milliards €. Le ministre Hans Eichel s'efforce visiblement de renouer avec l'orthodoxie budgétaire allemande et de respecter le Pacte de Maasticht en ramenant le déficit à 3,25 % cette année, puis à 2,5 % en 2005. Mais, rappelle la Bundesbank, il n'y parviendra qu'en réduisant drastiquement les dépenses publiques – en profitant du retour de la croissance. Le retour de la confiance dans la compétitivité de l'Allemagne et de l'Europe est à ce prix.

Isabelle Bourgeois (18-02-2004)